

Il importe de souligner que le gouvernement a manqué aux promesses qu'il avait faites aux Canadiens pendant la campagne électorale. Depuis qu'ils sont au pouvoir, les conservateurs sont beaucoup plus durs et mesquins que pendant la campagne. A l'époque, ils nous promettaient des tas d'emplois. Le premier ministre (M. Mulroney) affirmait que des dizaines de milliers d'emplois seraient créés du jour au lendemain s'il était élu. Les conservateurs promettaient aux Canadiens un renouveau économique et leur laissaient entrevoir un avenir plus rose. Ils prétendaient pouvoir réduire le déficit en supprimant le gaspillage plutôt qu'en éliminant des programmes utiles. Ils affirmaient qu'ils feraient preuve de compassion. Maintenant qu'ils sont au pouvoir, ils ne trouvent rien de plus pressé que de remettre en question l'universalité des programmes sociaux.

● (1500)

Ils le disent constamment, jour après jour, à la Chambre quand nous leur demandons où se trouvent ces emplois. Leur exposé économique porte avant tout sur le déficit. Si, au cours de la campagne électorale, ils avaient dit ce qu'ils entendaient faire et si les Canadiens avaient su quelles mesures les conservateurs prendraient dès le début de leur mandat, je suis presque certain qu'ils n'auraient pas été élus pour diriger le pays. Il n'y aurait certainement pas autant de députés conservateurs à la Chambre. Sciemment ou inconsciemment, ils ont trompé les Canadiens.

Leur politique économique est axée sur le déficit. Tous les députés et tous les Canadiens s'inquiètent à propos des dépenses de l'État. Quand un gouvernement adopte la formule simpliste qui consiste à réduire ses dépenses afin de comprimer le déficit—et le chômage augmente du même coup—nous sommes en difficulté. La vaste expérience acquise dans le passé nous enseigne que ce genre d'approche dans le domaine de l'économie, des dépenses publiques et de la création d'emplois n'est pas à conseiller et laisse beaucoup à désirer.

Une étude du ministère des Finances, que le ministre des Finances et le premier ministre ont refusé de publier, met en doute l'efficacité de cette politique économique. Selon cette étude, il n'est pas certain que la politique du gouvernement contribue réellement à créer des emplois. Cette analyse économique, que le gouvernement refuse de publier, énonce que sa politique économique entraînera la perte d'emplois. Au lieu de favoriser la croissance de l'emploi et de répondre aux espoirs des gens, le gouvernement réduit leurs espérances à néant. Il y aura plus de chômeurs à la suite de la politique économique que poursuit le gouvernement.

En refusant de communiquer les données relatives à cette politique économique, le gouvernement renforce le cynisme du public. Ce gouvernement a promis d'agir ouvertement. Il est normal de juger des résultats d'un gouvernement d'après les critères de rendement qu'il a établis. A entendre les conservateurs, il est important qu'un gouvernement agisse ouvertement et il est important pour le processus démocratique que l'information circule librement. Toutefois, lorsqu'il s'agit de renseignements qui nous seraient très utiles dans ce débat important, le gouvernement refuse tout simplement de les communiquer. Ce gouvernement s'entoure de mystère. Il fait de l'obstruction. C'est tout à fait contraire à l'image qu'il a donnée aux Canadiens au cours de la campagne électorale.

### *L'Adresse—M. Keeper*

Nous avons une bonne idée de ce que ces études secrètes disent de sa politique économique. Un organisme privé a également analysé ses conséquences. Cette firme, Infrometrica Limited, en est venue à la conclusion que l'exposé économique du gouvernement va coûter à l'économie 50,000 emplois l'année prochaine. Au lieu de créer des dizaines de milliers d'emplois du jour au lendemain, le gouvernement va nous en faire perdre 50,000.

Nous avons également d'autres raisons d'être sceptiques à l'égard de l'approche économique pour le moins simpliste du gouvernement, selon laquelle il suffit de réduire les dépenses publiques pour diminuer le déficit et augmenter l'emploi. Il suffit de voir ce qui se passe sur la côte ouest en Colombie-Britannique. Les citoyens de cette province ont eu un gouvernement conservateur même s'il porte un autre nom. Il se dit créditiste mais, en fait, c'est un gouvernement conservateur, partisan des principes économiques à la Reagan.

Ce gouvernement avait également promis de nous donner de l'emploi, de nous débarrasser de la pauvreté et de nous assurer un meilleur avenir. Or le chômage s'est accru et le déficit s'est aggravé au lieu de baisser. Cet état des choses a causé beaucoup de tribulations aux Canadiens. D'importants programmes sociaux ont été supprimés. Par ailleurs, le montant de la dette par habitant a grossi.

Cette situation contraste nettement avec celle qui existe au Manitoba. Le gouvernement de cette province s'est fixé comme principale priorité la création d'emplois, pas seulement lors de la campagne électorale, mais aussi dans la conduite de ses affaires courantes. Grâce à la création du Manitoba Jobs Fund et à l'orientation des dépenses publiques vers cet objectif, voilà que le Manitoba compte aujourd'hui le taux de chômage le moins élevé dans le pays.

Nous aurions intérêt à tirer parti de cette expérience provinciale. Nous devrions nous inspirer de ce qui s'est passé au Manitoba et en Colombie-Britannique. Au lieu de s'en tenir à ses principes idéologiques et de porter des œillères pour éviter de voir la réalité financière dans le pays, le gouvernement ferait mieux de réexaminer la voie dans laquelle il compte engager le pays.

Je tiens à faire remarquer aussi que, alors que le gouvernement accorde toute son attention au déficit et aux moyens de le réduire et que je me préoccupe du bon usage des fonds publics, il faut se demander si un déficit est nécessairement une mauvaise chose. Le Japon a un taux de chômage beaucoup plus faible que le Canada, mais il faut remarquer que son déficit est plus élevé. Cela devrait nous amener à mettre en question la stratégie que notre gouvernement a adoptée.

Les États-Unis ont un gouvernement conservateur, du moins comme on se targue de le qualifier et certainement eu égard à sa politique sociale et à sa politique de défense et pourtant, si l'on examine leurs dépenses publiques et leur déficit, on se rend compte que celui-ci est fort important. Leur activité économique est en grande partie alimentée par les dépenses publiques dans le secteur de la défense. Par conséquent, cette insistance sur le déficit mérite vraiment d'être remise en question. Au fil des années, de plus en plus de Canadiens la contesteront. Ils connaissent le chômage accru que les organismes de prévisions leur prédisent déjà.